

Les fascicules des **BIC**

LE NÉOLIBÉRALISME ET LA RÉPARTITION DE LA RICHESSE



BRIGADES D'INFORMATION CITOYENNE

LE NÉOLIBÉRALISME ET LA RÉPARTITION DE LA RICHESSE

D'après les Nations Unies, 2,7 milliards d'êtres humains sur 6 milliards sont pauvres, c'est-à-dire « vivent » avec moins de deux dollars par jour¹.

Pour la première fois peut-être dans l'histoire de l'humanité, le monde pourrait vraiment se permettre d'ouvrir à tous les habitants de la planète l'accès à une vie décente — une alimentation suffisante, de l'eau saine, un logement correct, une éducation de base, des soins médicaux et des services publics, comme le prévoit la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Où trouver l'argent ? Là où il est, pour l'essentiel : dans la sphère internationale, dans les profits des groupes géants et sur les marchés financiers ; on le trouvera aussi en annulant les dettes des pays pauvres, en fermant les paradis fiscaux, en obligeant les entreprises à payer leurs impôts et en transformant le prétendu « libre-échange » en commerce équitable².

Introduction

L'histoire nous enseigne que la répartition de la richesse a surtout favorisé les classes supérieures (seigneurs féodaux, aristocrates, bourgeois et maintenant les élites financières). Il y a pourtant eu une période relativement plus égalitaire, entre 1950 et 1980, connue sous le nom des Trente Glorieuses. Ces années ont vu la naissance de l'État providence et de toutes sortes de mesures fiscales et sociales pour améliorer les conditions de vie des classes moyenne et pauvre.

Nous assistons actuellement au démantèlement des acquis des Trente Glorieuses. Malgré une économie que l'on nous dit florissante, il y a montée de la pauvreté, le nombre des emplois stables et bien rémunérés diminue et les écarts entre les revenus des plus riches et du monde ordinaire augmente. D'ailleurs, le Canada se situe au 15^e rang de 19 pays riches quant au nombre d'enfants vivant dans la pauvreté. Comment en sommes-nous arrivés là ?

1 Riccardo Petrella. Désir d'humanité : le droit de rêver, Écosociété, Montréal, 2004, p. 15.

2 Susan George, Un autre monde est possible si..., Fayard, 2004, p. 157.

Définitions : le néolibéralisme, la globalisation, et la richesse

Le néolibéralisme est une variante du capitalisme primitif redevenu à la mode depuis les années 1980. Avant la crise économique des années 1920, une pensée similaire dominait dans le monde capitaliste. Il met l'accent sur :

- le profit
- le libre-échange
- la concurrence
- la dictature des marchés
- la propriété privée
- l'individualisme
- le retrait de l'État des programmes sociaux

Cette idéologie a été rétablie par les nouveaux maîtres du monde en réaction aux acquis de l'après-guerre. Elle laisse peu ou pas de place au partage, à la solidarité et aux rapports humains.

La **globalisation** (aussi connue sous le nom de mondialisation³) : a permis l'ouverture des frontières à l'exportation et l'importation des biens et des investissements (mais pas du libre déplacement des salariées et des salariés). En fait, la globalisation n'est pas nouvelle. Elle a des antécédents colonialistes et impérialistes vieux de 500 ans, datant d'avant le capitalisme industriel.

La **richesse** : on parle souvent de la création de la richesse, de sa répartition, de sa distribution. Mais **qu'est-ce que la richesse ? Est-ce simplement l'argent ?** Le salaire que touchent l'ouvrier et son patron ? Les dividendes que verse l'entreprise à ses actionnaires ? **Les intérêts** auxquels « ont droit » les détenteurs du capital et les spéculateurs ? Est-ce que la richesse se résume à ce qui est comptabilisé sous la rubrique de produit intérieur brut « PIB » ?

La **richesse est tout cela et beaucoup plus**. Elle inclut les biens et services que produisent et fournissent les travailleuses et les travailleurs, y compris les connaissances accumulées au fil des siècles, les biens privés et les biens publics, le bien commun : la nature (ou ce qui en reste), les espaces publics — parcs, rues, routes et places publiques. Le bien commun englobe aussi un ensemble de services publics et le droit d'accès à ces services, le droit à la santé, à l'éducation, à la culture, aux prestations d'assurance-chômage et à l'aide sociale, le droit à une pension adéquate pour les personnes âgées et les personnes retraitées. On doit ajouter le droit au travail, reconnu par la Déclaration universelle des droits de l'homme, même si dans les faits beaucoup de gens sont privés de l'exercice de ce droit.

³ On confond souvent « mondialisation » et « globalisation ». Jacques B. Gélinas précise que « les deux qualificatifs sont pratiquement synonymes, mais global a l'avantage d'éliminer toute référence à la nation, à l'État et aux frontières devenues obsolètes »

Rappel des acquis de l'après-guerre

Dans les années 1930, le capitalisme libéral a été suivi d'une période d'interventionnisme gouvernemental s'inspirant de la pensée de l'économiste britannique John Maynard Keynes, visant à mettre fin à la crise économique de 1929. Celle-ci avait été causée en grande partie par des excès de spéculation et de jeux boursiers, semblables à ceux des années 1900.

Les mesures keynésiennes d'intervention de l'État, connues aux États-Unis sous le nom de *New Deal*, incluaient de grands projets publics tels que l'électrification de régions pauvres et sous-développées. En Europe, il y a eu la nationalisation d'entreprises et la création de nouvelles sociétés d'État. Au Canada, on avait d'importantes sociétés publiques fédérales comme le CN, Air Canada et, éventuellement, Pétro-Canada⁴. Au Québec, ce ne fut qu'avec la révolution tranquille que l'on a nationalisé les compagnies d'électricité pour constituer Hydro-Québec et créé des organismes d'intervention étatique comme la Société générale de financement, le Régime de rentes du Québec (RRQ), etc. Dans tous les cas, les gouvernements appliquaient aussi des mesures fiscales (redistribution de la richesse) plus équitables, des politiques monétaires⁵ favorisant le plein emploi et la réglementation des institutions financières.

Les gouvernements des principaux pays riches⁶ agissaient de la sorte après la Deuxième Guerre mondiale afin de contrer le nouveau rival socio-économique soviétique et la montée des partis communistes, notamment en France, en Italie et au Japon. C'était le début des Trente Glorieuses, au cours desquelles il y eut une amélioration relative des conditions de vie, en raison de l'État providence et de la hausse des salaires.

La spéculation sur les monnaies était freinée par une réglementation qui maintenait une certaine stabilité financière.

4 (elles sont maintenant en grande partie privatisées. !)

5 L'établissement des taux d'intérêts par la Banque centrale.

6 Les pays les plus industrialisés, les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Italie, le Canada. Quand on ajoute la Russie postsoviétique on parle du G8.

Rôle de l'État dans la distribution de la richesse

Qu'est-ce qui explique cette période exceptionnelle de répartition plus juste de la richesse des Trente Glorieuses ? Un des facteurs était la demande accrue des biens de consommation que les entreprises n'avaient pas pu produire durant la guerre. Durant cette période de presque plein emploi et de pénurie de biens à la consommation (automobiles, appareils ménagers, etc.), l'épargne des travailleuses et des travailleurs s'était accumulée. En raison de la consommation accélérée, la marge de profit des entreprises a augmenté. Un autre facteur était la concurrence entre les systèmes capitalistes, à l'Ouest et le système soviétique, à l'Est qui poussait les gouvernants des deux côtés à faire mieux en matière de croissance économique. Les gouvernements des pays de l'Ouest avaient les moyens de financer les programmes sociaux, percevant des impôts des corporations et des particuliers à des taux beaucoup plus élevés que maintenant et avaient la volonté politique de mettre en œuvre les moyens dont ils disposaient (salaire minimum, législation favorable aux syndicats, prestations sociales relativement généreuses).

Jusqu'à la fin des Trente Glorieuses, dans tous les pays se réclamant du capitalisme (ex. : les États-Unis, le Japon) ou de la social-démocratie (la France, la Suède, l'Angleterre sous gouvernement travailliste), le rôle de l'État était assez important pour que l'on puisse parler d'économies mixtes. **Le secteur public, constitué d'entreprises ou d'agences gouvernementales, faisait contrepoids aux entreprises du secteur privé et la réglementation des entreprises freinait leur cupidité naturelle.** De plus, l'État étant doué d'un budget considérable, **menait des politiques monétaires et financières ayant aussi pour effet de préserver en partie l'intérêt public.** Les syndicats ont joué un rôle positif et important dans tout ce processus.

Enfin, l'État procédait à la redistribution de la richesse en percevant des impôts sur les revenus à des taux progressifs, frappant les plus riches à des taux plus élevés et se servant de l'ensemble de ses revenus pour diminuer les inégalités (programmes sociaux divers, services publics de qualité et accessibles, salaire minimum, etc).

Impôt progressif

Un impôt progressif est un impôt dont le taux augmente au fur et à mesure que les revenus augmentent. En d'autres mots, plus les revenus sont élevés, plus ils sont imposés (taxés).

Par exemple :

- de 0 à 20 000 \$ les revenus ne sont pas imposés, ou ;
- de 20 001 \$ à 30 000 \$, les revenus sont imposés à 10 %
- de 30 001 \$ à 60 000 \$, les revenus sont imposés à 17 %
- de 60 001 \$ à 90 000 \$, les revenus sont imposés à 22 %
- 90 000 \$ et plus, les revenus sont imposés à 29 %

Note : il s'agit d'un exemple fictif

La structure d'imposition ci-dessus, que l'on appelle structure fiscale, est progressive puisqu'elle impose plus lourdement les revenus au-delà de 90 000 \$ (ils sont imposés à 29 %) que les revenus moins élevés, par exemple ceux entre 30 000 \$ et 60 000 \$ (ceux-là sont imposés à seulement 17 %).

Trois éléments à retenir :

- 1- Dans l'exemple ci-dessus, la structure d'imposition compte **4 paliers d'imposition** parce que 4 taux d'impôt différents touchent les revenus. Plus une structure d'imposition compte de paliers, plus on dit qu'elle est progressive.
- 2- Plus l'écart entre le taux d'imposition le plus faible et le taux d'imposition le plus élevé est grand, plus l'impôt est progressif. Dans notre exemple, cet écart est de 19 % ($29\% - 10\% = 19\%$).
- 3- **L'impôt progressif est plus équitable** puisque les tranches élevées de revenus sont plus durement imposées. L'impôt progressif favorise une meilleure répartition de la richesse puisque les plus riches payent plus d'impôt que les plus pauvres. L'impôt élevé prélevé sur les plus hauts revenus est ainsi réparti aux plus pauvres sous forme de services publics gratuits comme la santé et l'éducation.

Impôt régressif ou taxe régressive

Un impôt ou une taxe régressive est un impôt ou une taxe touchant plus durement les moins nantis que les plus riches.

Par exemple, les billets d'infraction pour excès de vitesse ont un effet régressif. En effet, une contravention de 145 \$ reçue sur l'autoroute 20 par un étudiant gagnant 5400 \$ par année le touche bien plus durement que la même contravention de vitesse reçue par un médecin gagnant 260 000 \$ par année. Le médecin sera mécontent de sa contravention mais le paiement de 145 \$ le touchera bien moins durement que l'étudiant...

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, en Scandinavie, les amendes pour certaines infractions **sont imposées en fonction du revenu du contrevenant**. Ainsi, en Scandinavie, notre étudiant aurait payé 75 \$ pour son infraction et le médecin, 640 \$ (ces chiffres sont donnés à titre illustratif).

Au Québec, la grande majorité des taxes et autres frais de toutes sortes sont régressifs. Ainsi, par exemple, les tarifs d'électricité, les taxes sur l'essence et la TVQ sont régressifs parce qu'ils touchent plus durement les plus pauvres. De la même façon que le billet de vitesse, une facture mensuelle d'électricité de 370 \$ touche plus durement les plus pauvres que les mieux nantis. La situation est la même pour le 7,5 % de TVQ imposé sur tous nos achats.

C'est la raison pour laquelle les groupes de défense des moins favorisés s'opposent aux hausses de taxes et de tarifs comme l'électricité ou les frais de garderie parce que celles-ci touchent plus durement les moins nantis.

La situation actuelle

Dans les années 1960, les salaires représentaient un coût plus important qu'avant la guerre, les marges de profit diminuaient et, au cours des années 1970, le patronat préparait la riposte. **Le monde des affaires finance alors l'arrivée de gouvernements qui dénoncent les dépenses publiques, les programmes sociaux, les syndicats et les impôts. En Angleterre, en 1979, Margaret Thatcher est élue**, attaque les syndicats et enclenche la démolition de l'État providence que les gouvernements travaillistes avaient mis en place après la Deuxième Guerre mondiale. **L'année suivante, Ronald Reagan qui est élu président des États-Unis, déclare à la population : « Le problème c'est l'État. »** Il provoque l'écrasement des syndicats en abolissant dans un message très clair et par une loi spéciale le syndicat des contrôleurs aériens. Par ailleurs, c'est le même Reagan qui réduit les impôts au profit des plus riches.

Les impératifs (entendez, les ordres !) de ce capitalisme débridé, sous lequel nous vivons depuis la fin de cette période de relatif progrès (1950-1980), sont multiples :

1. Le rôle de l'État doit se limiter à garantir le droit de propriété et l'encadrement stable du marché libre. Cela a mené à la déréglementation⁷ (ce que Lucien Bouchard et maintenant Jean Charest appellent l'allègement)
2. Le niveau de l'emploi (et du chômage) doit être son niveau naturel, tel que déterminé par le marché, et non plus par des programmes de plein emploi. L'existence du chômage est une façon de discipliner les personnes salariées et de s'assurer qu'il y ait une armée de travailleuses et de travailleurs en réserve
3. Il faut préserver les plus fortunés des effets de l'inflation, même si, pour ce faire, on compte sur des taux d'intérêts élevés⁸, ce qui implique généralement une hausse du chômage. On favorise ainsi les détenteurs de richesses aux dépens des travailleuses et des travailleurs
4. Le maintien d'un budget équilibré et l'élimination du déficit (le « déficit zéro », si cher aux Landry, Martin, Séguin et compagnie), qui servent de prétextes pour sabrer dans les programmes sociaux
5. La réduction des dépenses publiques y compris des programmes sociaux et la baisse des impôts (en faveur des mieux nantis)
6. C'est l'investissement qui doit être favorisé pour soutenir l'économie, alors nul besoin de programmes de plein emploi pour maintenir le pouvoir d'achat et la consommation de la population. Le marché arrangera tout

⁷ La déréglementation est l'élimination des lois et règlements de protection des citoyennes et des citoyens contre les pires abus, la fraude et la surexploitation que l'entreprise privée, laissée à elle-même, a tendance à commettre. Comme le réitère Jean Ziegler, le droit protège les plus faibles des plus puissants (*Les nouveaux maîtres du monde*).

⁸ Pour les banquiers et millionnaires qui touchent des intérêts sur des portefeuilles importants, l'inflation a pour effet de réduire ou d'éliminer leurs gains dès que le taux d'inflation rejoint ou dépasse le taux d'intérêt. Leur argent, en cap-

7. Le libre-échange et le libre mouvement des capitaux sont des conditions préalables à la prospérité. Les propriétaires des usines peuvent les fermer et transférer la production ailleurs et tant pis pour les personnes salariées qui n'ont pas cette liberté ni les moyens de se déplacer.

Les résultats sur le terrain, au Nord comme au Sud, après vingt ans de néolibéralisme globalitaire, sont néfastes à plusieurs niveaux : économique, social, humain et écologique.

- a) Le poids financier de certaines transnationales dépasse le PIB de pays aussi riches que la Norvège.
- b) Plutôt que d'investir pour construire de nouvelles usines et autres unités de production, créant ainsi de l'emploi, les entreprises :
 - se lancent dans les fusions et les acquisitions d'autres compagnies, le plus souvent pour éliminer la concurrence avec presque invariablement des suppressions d'emplois ;
 - se lancent dans la spéculation massive des taux de change.
- c) L'économie s'est financiarisée. Les multinationales, constituées en groupes d'entités juridiques, ont presque toutes une filiale spécialisée dans les finances et les opérations sur le marché des taux de change et des placements à court terme. Ainsi, on a vu naître Bombardier Capital et GE Capital, par exemple. On estime à entre 1 400 et 1 800 milliards de dollars US le montant qui transite chaque jour sur les marchés des taux de change. On joue au casino avec la valeur des monnaies.
- d) La déréglementation financière et le laisser-faire dans l'application des mesures de protection des consommatrices et des consommateurs et de l'environnement ont préparé le terrain pour la fraude et la criminalité économique, l'évitement fiscal abusif et les dommages massifs à l'environnement font régulièrement les manchettes depuis le début du millénaire⁹. Pensons à Enron, Nortel, Worldcom, Parmalat, entre autres cas.
- e) Le rôle accru de la Bourse a fait que les caisses de retraite et les fonds publics de pension se sont retrouvés massivement investis dans les actions de cette bulle boursière qui s'était gonflée dans les années 90 et, en crevant, a fait perdre en moyenne 40 % des fonds de retraite.
- f) La baisse des impôts, profitant essentiellement aux plus riches, sert de prétexte pour couper dans les dépenses sociales (programmes, salaires des fonctionnaires, etc.).

⁹ Nortel, Tyco, Westray, Westwind, Arthur Andersen, WorldCom, Dylex, Time Warner, Global Crossing, Crédit Suisse First Boston, TBC Dominion Securities, Corning, Enron, Qwest Communications, Citigroup, Cisco Systems, Bundesbank, Massachusetts Financial Service (Sun Life), Computer Associates, Goldman Sachs, La Caisse de dépôt et placement du Québec, Borealis Capital, Biovail, Gabelli Assets, Irish Banks PLC, Royal Dutch/Shell, Edison Schools Inc., Corrections Corp. of America, Celestica, Acclaim Entertainment Inc., Mitsubishi Motor Corp., Royal Caribbean Cruises Ltd., Vivendi Universal SA, Apple Computer Inc., Microsoft, Ernst & Young, Volcafé Holdings pour n'en nommer que quelques cas.

Le nombre des paliers d'imposition diminue et l'on se dirige petit à petit vers un taux unique. L'État tolère les échappatoires, pour ne pas dire la fraude et l'évasion fiscale, par l'accès libre aux paradis fiscaux. Ottawa permet la transformation de corporations en fiducies de revenu, se privant de ce fait de recettes énormes. De plus, pendant que les plus riches individus ou entreprises se permettent, au vu et au su de l'État, des virements de fonds vers des paradis fiscaux, les plus démunis et même la classe moyenne sont soumis aux taxes auxquelles elles n'ont aucun moyen d'échapper et à une surveillance étroite de tout écart en matière de travail au noir. Ainsi, non seulement le fardeau fiscal repose de plus en plus sur les épaules des particuliers, mais certaines grosses sociétés, dont des pétrolières, ne paient pas d'impôts et réussissent même à obtenir des remboursements d'impôts payés antérieurement.

- g) Depuis 1982, les revenus moyens des salariées et des salariés ont baissé légèrement dans les pays du G7, alors que le nombre d'heures de travail a augmenté.
- h) Il y a accumulation accélérée du capital entre les mains d'une fraction de la population et l'écart entre les classes sociales va toujours en se creusant. En 1960, le président directeur général (PDG) d'une entreprise gagnait 20 fois le salaire de l'ouvrier. En l'an 2000, *Business Week* fait état d'un rapport de 530 à 1.
- i) Même le PDG d'une entreprise défailillante se paie un salaire faramineux et se donne des options d'achat d'actions (*stock-options*¹⁰) qui lui permettent de s'enrichir davantage tout en payant moins d'impôts. John Roth, le grand patron de Nortel, tout juste avant de quitter sa compagnie qui était en pleine déconfiture, a touché la somme de 146 millions de dollars...
- j) Les privatisations et les partenariats des secteurs public/privé se multiplient, au Nord comme au Sud. Des composantes du bien commun comme l'eau, l'éducation, la santé, sont perçues par les entreprises comme des biens à s'approprier pour en extraire des profits.
- k) L'écart de richesse entre les pays du Nord et du Sud s'est creusé sous l'effet, entre autres, des programmes d'ajustement structurel imposés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale (privatisations, réductions des dépenses de l'État et des programmes sociaux, concentration de la production de biens pour exportation afin de permettre le remboursement de la dette publique aux banques du Nord, l'ouverture du marché local aux importations de céréales provenant de pays du G7, dont les gouvernements en subventionnent la production). Cinquante-deux pays du Sud ont vu leur niveau de vie et l'espérance de vie

¹⁰ Les *stock-options* sont des droits que les entreprises accordent, généralement à un nombre restreint de cadres supérieurs, consistant à leur donner un nombre donné d'actions à un prix inférieur à la valeur cotée à la Bourse, pour ensuite les revendre au prix du marché boursier. Le paiement pour les actions « achetées » se fait simultanément avec la revente, de sorte que le détenteur des *stock-options* ne débourse pas vraiment le prix d'achat.

1) Le libre mouvement des entreprises, d'un pays à l'autre, à la recherche de condi-

tions de production sans entraves et de salaires plus bas, ne crée que des emplois temporaires, puisque le déménagement de celles-ci est continu. Ainsi, les usines ayant quitté le Canada ou les États-Unis, pour aller s'installer dans des pays comme le Mexique, font maintenant l'objet de nouvelles délocalisations : 500 000 emplois ont, depuis l'an 2000, été transférés principalement en Chine¹¹.

¹¹ Les ouvriers en Chine populaire touchent moins de 90 cents/heure.

Solutions possibles à court ou à long terme

Avant de s'engager dans la création d'une société plus humaine, il y a des prérequis, sans lesquels toute démarche est vouée à l'échec.

- A. **L'éducation populaire à grande échelle** afin de faciliter l'accès aux connaissances nécessaires à la compréhension de ce qui se passe dans le monde actuel.
- B. **L'implication des gens dans des mouvements citoyens** afin de faciliter la réflexion sur les moyens à prendre pour construire une société sur des fondements nouveaux, plus justes, équitables et solidaires.
- C. **Être prêt à critiquer ce qui va mal dans le système actuel et y opposer une résistance** de sorte que la voix du plus grand nombre soit entendue.

Comment réussir une meilleure répartition des richesses ?

- **Arrêter la fuite massive des capitaux privés** : l'évasion fiscale, les paradis fiscaux, la fraude, la délocalisation des entreprises à l'étranger afin que l'État puisse rapatrier les sommes qui lui sont dues et les utiliser pour : l'élimination de la pauvreté, la construction de logements sociaux, l'éducation, la santé, la diversité culturelle, les travaux publics, la protection de l'environnement, etc.
- **Le prélèvement des impôts d'une manière équitable** et juste en réintroduisant le nombre de paliers et les taux progressifs qui existaient avant 1980 (voir l'encadré dans les pages précédentes).
- **Rétablir la réglementation des marchés financiers**. Mettre fin à la spéculation sur les taux de change, ou tout au moins la mitiger, par une taxe sur les transactions financières internationales. Cette taxe, connue sous le nom de taxe Tobin, d'un taux inférieur à 1 %, rapporterait annuellement, au niveau mondial, une somme d'environ 100 milliards de dollars, soit le double de toute l'aide actuelle que les pays riches accordent aux pays pauvres.
- **Rétablir la protection des droits des travailleuses et des travailleurs**, un contrôle efficace des loyers, la protection des retraitées et des retraités en empêchant que les fonds de pension et de retraite ne soient joués à la Bourse ou que les employeurs ne s'en approprient.
- **Mettre sous strict contrôle social les secteurs clés de l'économie** (banques, transport public, infrastructure, etc).
- **Mettre fin à la domination de la finance sur l'économie**, rediriger l'investissement vers l'économie réelle, imposer des règles strictes à la Bourse, voire l'abolir et développer une économie sociale.
- **Contrôler la délocalisation des emplois et des unités de production** en exigeant des cautionnements de toute entreprise voulant s'implanter sur le territoire national et en sanctionnant les entreprises qui éliminent ou exportent les emplois.

- Enfin, la **redistribution d'une partie de la richesse sur le plan international, par exemple par le produit de la taxe Tobin, afin d'éliminer la pauvreté**¹². En 1974 les dirigeants du monde occidental s'étaient engagés à éradiquer la pauvreté en l'an 2000 en dédiant 0,7 % de leur PIB à l'aide au développement des pays pauvres¹³. Ce qu'ils n'ont pas fait, de sorte que le nombre de pauvres dans le monde est beaucoup plus élevé qu'à l'époque. Pourtant, d'après les calculs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la somme requise pour enrayer cette pauvreté extrême serait inférieure à la richesse des trois plus grandes fortunes personnelles au monde.

¹² La pauvreté dans le sens qu'on lui donne couramment, soit celui de misère, d'absence d'accès aux biens et services essentiels à la vie. Petrella, *op. cit.*, page 112.

¹³ *Ibid*, page 15.

Solutions alternatives au système du marché

Il existe déjà des solutions alternatives à l'économie de marché qui ont obtenu des résultats très positifs ici et là dans le monde. Il s'agit d'**activités économiques locales qui mettent l'être humain au centre du projet de développement et non pas l'argent et le profit**. C'est une économie communautaire fondée sur des valeurs d'équité, de justice et de solidarité.

Il y a plusieurs modèles d'économie locale :

- le développement économique communautaire (DEC) ;
- le système des coopératives ;
- le commerce équitable ;
- l'économie participative ;
- le budget participatif.

Le DEC s'appuie sur la coalition de résidents d'un même quartier qui mettent sur pied des programmes d'activités au service de la communauté.

- Un exemple notoire de développement économique communautaire nous vient du Cap-Breton en Nouvelle-Écosse. Il s'agit de la création d'une entreprise sociale du nom de New Dawn Enterprises dont les activités incluent : la construction de logements, des centres de soins de longue durée, un collège professionnel et un service de bénévolat.
- L'exemple de **coopérative** provient d'un village de pêcheurs en Gaspésie. Il y avait un taux de chômage très élevé ; l'école et les commerces devaient fermer et l'électricité avait été coupée. Avec l'aide du Groupe québécois d'économie sociale, les habitantes et les habitants du village ont formé une coopérative agricole qui comprend dix hectares sur lesquels se pratique la culture biologique de légumes et de plantes médicinales.
- **Le commerce équitable** a comme objet d'éviter l'exploitation des petits producteurs des pays du Sud en leur versant un juste prix pour leurs produits et en limitant le nombre d'intermédiaires.
- **L'économie participative** propose la formation de fédérations de consommateurs et de producteurs en vue de planifier ensemble la production en fonction des besoins et non des profits. Elle préconise aussi l'appropriation des moyens de production par la communauté, l'autogestion du temps par chacune des travailleuses et chacun des travailleurs et une rémunération qui tient compte de l'effort, du sacrifice et du planning participatif.
- **Le budget participatif** se pratique au niveau de municipalités, un peu partout dans le monde. Les citoyennes et les citoyens participent au contenu du budget. Dans la ville de Porto Alegre au Brésil le budget participatif existe depuis plus de quatorze ans et a permis une meilleure distribution des richesses.

Il y a aussi les modèles suivants :

- **L'économie écologique** s'intéresse à la préservation des ressources de notre terre. Elle comptabilise le coût environnemental de toutes activités économiques sur la planète en imposant des règlements internationaux auxquels serait soumis tout accord commercial.
- **L'économie féministe** étudie plus particulièrement l'impact du système de marché sur les femmes. Ces dernières sont souvent les premières à souffrir de la mauvaise répartition des richesses (pauvreté, salaires très bas, dures conditions de travail, logements insalubres, etc.).

Enfin, et globalement, toute répartition véritable des richesses ne peut se concevoir sans que l'on inverse l'ordre des priorités imposé par le néolibéralisme : il faut, en tout et partout, exiger la préséance des droits humains sur les droits économiques.

